



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°609 – 5 décembre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

La BCEAO maintient son principal taux directeur à 3,25 %

A l'issue de sa réunion tenue le 3 décembre 2025, le Comité de politique monétaire de la BCEAO a décidé de [maintenir](#) son taux directeur à 3,25 %, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 5,25 % et le coefficient de réserves obligatoires à 3 %, confirmant l'orientation en vigueur depuis juin 2025. La décision s'appuie sur une activité dynamique : le PIB réel a progressé de 6,6 % au 3^e trimestre 2025, soutenu par la consommation, les investissements, mais aussi par l'agriculture, les services et les industries. La croissance pour l'ensemble de l'année 2025 est ainsi attendue à 6,7 %. En outre, les crédits au secteur privé ont augmenté de 6 % en glissement annuel (g.a). L'inflation est ressortie à -1,3 % au 3^e trimestre, portée par la baisse des prix des produits alimentaires et énergétiques importés et l'augmentation de l'offre locale de produits céréaliers. En moyenne annuelle, l'inflation est estimée à +0,2 % pour 2025. Les échanges extérieurs se sont améliorés, sous l'effet de la hausse des exportations de produits pétroliers, des prix de l'or et du cacao, couplés à la baisse des coûts des produits alimentaires et énergétiques importés.

Bénin

Hausse du niveau d'activité des entreprises informelles

Le chiffre à retenir

400 Md FCFA

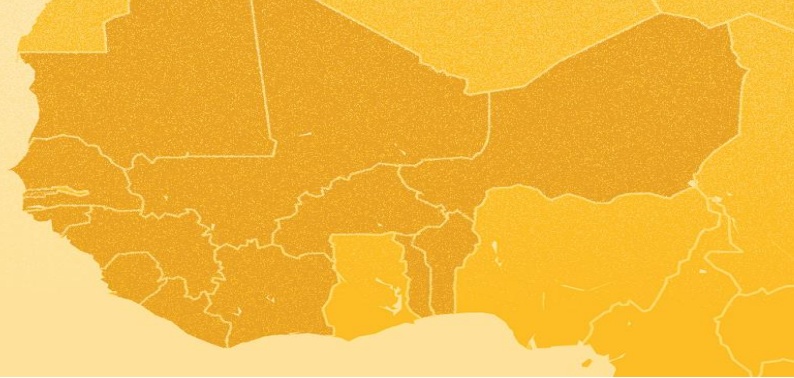
Montant du nouvel emprunt obligataire
lancé par le Sénégal sur le marché régional

Selon une [note](#) de la Direction générale de l'Economie, l'activité économique du secteur informel au 3^e trimestre 2025 a légèrement progressé sur un an, du fait de la dynamique des chantiers publics et de la campagne agricole lancée en avril 2025. Alors que les entreprises interrogées déclarent que le flux de la clientèle ainsi que le niveau des emplois informels sont en hausse, les prix dans le secteur ont reculé, en cohérence avec la baisse des prix alimentaires, ainsi que des restaurants et hébergements de l'Indice harmonisé des prix à la consommation. Concernant l'énergie, le prix médian du litre d'essence informelle (kpayo) est passé de 612 FCFA (0,93 EUR) au 3^e trimestre 2024 à 600 FCFA (0,91 EUR) à la même période en 2025, soit une légère baisse de 2 % sur un an.

Burkina Faso

54,9 M EUR de la BOAD pour le Fonds burkinabè de développement économique et social

Le 20 novembre 2025, le Conseil des ministres [a ratifié](#) l'accord de prêt conclu le 18 septembre 2025 entre le Burkina Faso et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD). Ce



financement, d'un montant de 36 Md FCFA (54,9 M EUR), est destiné au Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES) pour le cofinancement de sous-projets d'intérêt public dans le cadre du Projet d'appui au FBDES (PA-FBDES). D'un coût total estimé à 42,7 Md FCFA (65,1 M EUR), le projet est également financé à hauteur de 6,1 Md FCFA (9,3 M EUR) par des promoteurs privés et à 600 M FCFA (914,7 K EUR) par l'État via le FBDES. Les sous-projets concernent la création d'une unité de transformation de noix de cajou bio (Terra Faso), l'installation de silos modernes de stockage agricole (SOCOPA-Afrique), la modernisation d'activités avicoles (Moablaou) et le déploiement d'infrastructures passives de communication électronique (Loryne).

Nationalisation de la SOTRACO pour renforcer la mobilité urbaine

Le 27 novembre 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) deux décrets permettant la prise de contrôle totale de la Société de transport en commun (Sotraco), à travers la reprise de 36 075 actions détenues par des actionnaires privés (8,4 % du capital). Créée en 2004 comme société d'économie mixte, la Sotraco dispose d'un capital social porté à 5 Md FCFA (7,6 M EUR) en 2024. Après avoir enregistré un déficit de 182,6 M FCFA (278,4 k EUR) en 2024, la société a bénéficié de l'acquisition de 500 bus dans le cadre de l'Initiative présidentielle pour une éducation de qualité, visant à améliorer la mobilité des élèves, étudiants et populations urbaines. Selon les autorités, cette prise de participation devrait renforcer la gouvernance et impulser une nouvelle dynamique dans la mise en œuvre de la politique de mobilité urbaine.

Cap-Vert

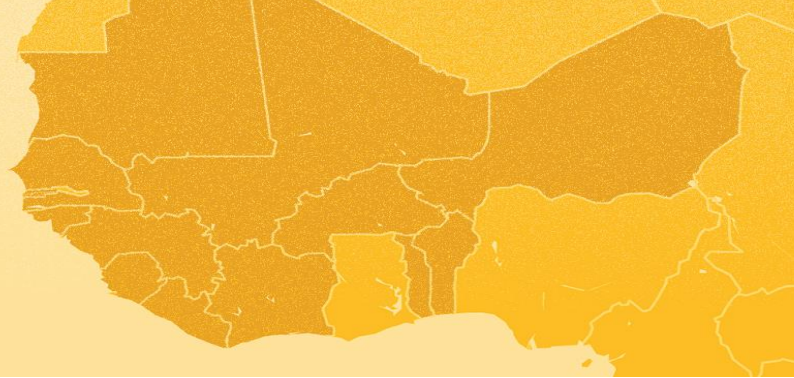
La BAfD accorde 17 M EUR pour la poursuite de la numérisation des services publics

La Banque africaine de Développement (BAfD) [a accordé](#), le 1^{er} décembre 2025, un prêt de 17,7 M EUR au Cap-Vert pour la mise en œuvre de la 2^e phase du Programme de gouvernance électronique et de réforme de la gestion des finances publiques. L'objectif est de stimuler la croissance via la numérisation des services publics pour renforcer la compétitivité du secteur privé. Le programme vise également la modernisation de l'administration publique et la consolidation budgétaire. A cet effet, il soutiendra l'élaboration et la publication d'un plan d'action visant à réduire les dépenses fiscales, ainsi que la publication des estimations de toutes les dépenses fiscales dans le budget 2026 afin d'améliorer la transparence.

Côte d'Ivoire

116 M EUR de la BAfD pour le désenclavement des zones transfrontalières et agricoles

Le 3 décembre 2025, le gouvernement [a ratifié](#) un prêt de 115,7 M EUR octroyé par la Banque africaine de développement (BAfD) pour financer la phase 2 du Programme de désenclavement des zones transfrontalières et agricoles. Le projet vise à améliorer l'accessibilité des régions rurales à travers la construction de 302,5 km de routes, d'un pont de 400 m sur le fleuve Volta Noire, ainsi que le bitumage de 33 km de voies urbaines et l'aménagement de 103 km de pistes. Il inclut également un important volet social, avec la réhabilitation d'infrastructures scolaires et sanitaires, la fourniture d'équipements médicaux et d'ambulances, ainsi que l'amélioration de l'accès à l'eau potable par la remise en état de 46 forages. En soutenant aussi la transformation agricole grâce à 33 unités d'équipements, ce programme combine désenclavement, services de base et développement rural, renforçant l'intégration économique des zones frontalières.



2^e émission obligataire sociale du Fonds PEPT d'un montant de plus de 90 M EUR

Le Fonds pour le Programme Électricité Pour Tous (PEPT) [a annoncé](#) la clôture réussie de sa 2^e opération de titrisation sociale d'un montant de 60 Md FCFA (91,5 M EUR). Ouverte à la souscription du 18 septembre au 17 octobre 2025, l'émission d'obligations a permis de mobiliser 32,5 Md FCFA (49,6 M EUR) auprès des investisseurs institutionnels et individuels de la zone UEMOA, et 27,5 Md FCFA (41,9 M EUR) auprès d'un pool d'investisseurs de référence, composé de la Banque Africaine de Développement (BAfD), du fonds Emerging Africa & Asia Infrastructure Fund (EAAIF) et du fonds d'Investissement norvégien (Norfund). A noter que cette opération a enregistré la 1^{ère} souscription de la BAfD et de Norfund à une obligation sociale libellée en monnaie locale dans la région de l'UEMOA. En outre, la Société Financière Internationale (IFI) a octroyé des garanties d'un montant de 15,8 Md FCFA (24,1 M EUR), couvrant 26,3% du montant total de l'émission obligataire et permettant ainsi la participation de EAAIF à l'opération. Pour rappel, la 1^{ère} opération a été lancée en 2023 et a permis de mobiliser également 60 Md FCFA. Les ressources mobilisées permettront à terme de financer 800 000 nouveaux branchements sur la période 2024-2027, contribuant ainsi à accélérer la mise en œuvre du PEPT.

Guinée

1^{ère} expédition de minerai de fer de Simandou

Le 2 décembre 2025, le projet Simandou a enregistré à sa première expédition officielle de minerai de fer. Un chargement d'environ 200 000 tonnes a quitté le port de Morebaya à bord du navire Winning Youth, marquant le début des opérations d'exportation. Cette première cargaison résulte d'une exportation conjointe

entre Winning Consortium Simandou (WCS) et Rio Tinto Simfer, les 2 opérateurs du gisement Simandou. A noter qu'à terme, les exportations devraient atteindre environ 120 M tonnes de fer par an.

Libéria

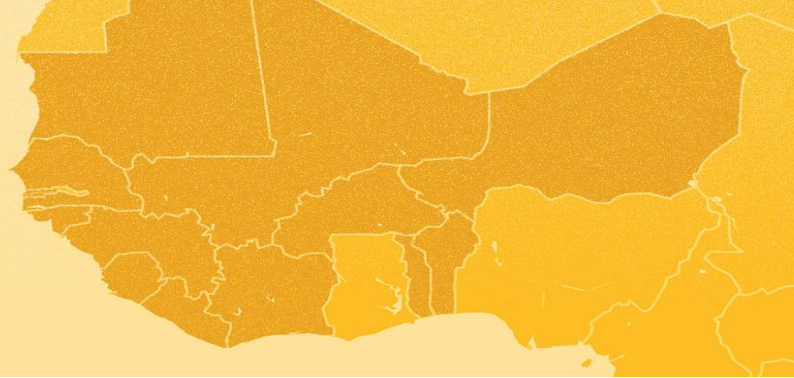
Inflation à 4,3 % en g.a. en octobre 2025

Selon l'Institut de la statistique et des services de géo-information du Libéria (Lisgis), le taux d'inflation en glissement annuel (g.a) [s'est établi](#) à 4,3 % en octobre 2025, contre 4,7 % le mois précédent. Ce niveau d'inflation est porté principalement par la hausse des prix des services de restauration et d'hôtellerie (+12,3 % en g.a), des services de santé (+8,6 % en g.a) et de la catégorie "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+5,8 % en g.a).

Mali

68,3 M USD de la BAfD pour renforcer la fourniture électrique de Bamako

Le 21 novembre 2025, la Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#) un financement de 68,3 M USD en faveur du Projet Boucle 225 kV Nord de Bamako, destiné à renforcer la fiabilité de l'alimentation électrique de la capitale malienne. La BAfD couvre ainsi 36,1 % d'un coût total du projet, estimé à 190 M USD, aux côtés de la BOAD (27,4 %), de la Banque islamique de développement (32,9 %) et de l'État du Mali (3,6 %). Le projet vise à répondre aux défis du système électrique malien, marqué par une forte hausse de la demande, une capacité de production insuffisante et des pertes élevées. Il prévoit la construction d'une ligne 225 kV, de deux nouvelles sous-stations, l'extension de trois postes existants et l'électrification de nouveaux quartiers. Le projet devrait connecter 10 000



ménages, installer 2 000 compteurs intelligents, et contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre de plus de 1 MtCO₂e par an. L'exécution est prévue entre 2026 et 2030.

6,3 Md FCFA pour stabiliser l'approvisionnement électrique

Le Fonds de Soutien aux Projets d'infrastructures de base et de Développement social [a accordé](#) un soutien financier de 6,3 Md FCFA (9,6 M EUR) en faveur de la société publique Energie du Mali (EDM) pour améliorer la qualité de la desserte en électricité. En particulier, ce financement vise à sécuriser la fourniture électrique durant les périodes de forte demande. Malgré ce soutien, EDM resterait [fragilisée](#) par la vétusté des centrales, les retards d'entretien et une dépendance élevée aux combustibles fossiles, aggravée par les perturbations d'approvisionnement.

Sénégal

L'Etat lance un nouvel emprunt obligataire de plus de 600 M EUR

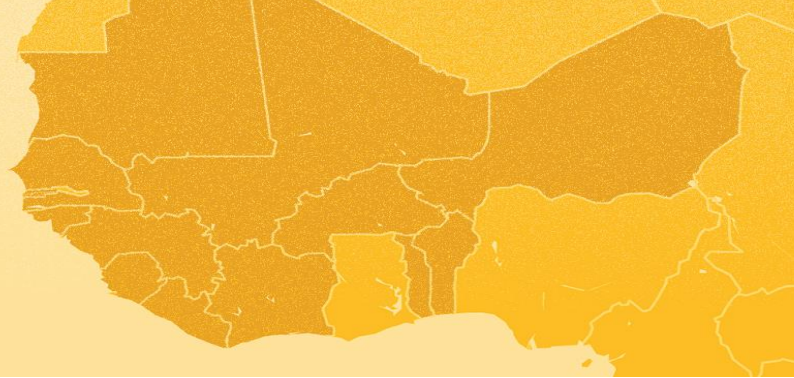
Le Trésor Sénégalais [a lancé](#), le 2 décembre 2025, un nouvel appel public à l'épargne visant à mobiliser 400 Mds FCFA (609,8 M EUR). Il s'agit du 4^e et du plus grand APE de l'année. Le précédent de septembre 2025 visait un montant 300 Md FCFA (457,3 M EUR) et [avait permis de mobiliser plus de 450 Md FCFA](#) (686 M EUR). En l'absence de programme FMI et d'un accès limité au marché financier international, l'Etat sénégalais sollicite fortement le marché régional de l'UEMOA. La souscription est ouverte du 2 au 22 décembre 2025 et l'émission se décline en quatre tranches avec des maturités de 3, 5, 7 et 10 ans, pour des taux d'intérêt respectifs de 6,4 %, 6,6 %, 6,75 % et 6,95 %.

La SFI accorde 18 M EUR à Carrefour Médical pour renforcer la production locale de matériels de santé

La Société financière internationale (SFI), organisation du Groupe de la Banque mondiale consacrée au secteur privé, [a accordé](#) 12 Md FCFA (18,2 M EUR) à Carrefour Médical, entreprise sénégalaise, pour renforcer la production locale d'équipements et consommables médicaux. Ce financement permettra d'accroître la capacité de distribution, de finaliser un nouveau siège avec centre technique et de formation, et de lancer une usine de composants pour kits de dialyse, créant des emplois qualifiés. L'initiative [s'inscrit](#) dans la Vision 2050 du Sénégal et la stratégie "Health Works" du Groupe Banque mondiale. L'objectif est de réduire la dépendance aux importations et de développer les compétences locales.

294 M EUR de compensations tarifaires dus au secteur de l'électricité

Les sommes que l'Etat doit à la Senelec et aux concessionnaires d'électrification rurale au titre de la compensation tarifaire [seraient estimées](#) à 193 Md FCFA (294,2 M EUR) à fin novembre 2025. Environ 92,5 % de ce montant serait dû à la Senelec et le reste à des concessionnaires d'électrification rurale. Dans un contexte de faible marge de manœuvre budgétaire et de demande en électricité qui progresse de 5 % par an, la Commission de Régulation du Secteur de l'Energie (CRSE) annonce avoir rendu 56 décisions de compensation. La CRSE annonce également avoir pris 75 décisions liées aux hydrocarbures avec des pertes commerciales en raison des fluctuations des cours internationaux.



Sierra Leone

FG Gold sécurise 330 M USD pour le développement de la mine d'or de Baomahun

Le 1^{er} décembre 2025, FC Gold [a annoncé](#) avoir conclu un financement de 330 M USD auprès d'Africa Finance Corporation (AFC) et d'Afreximbank pour le développement du projet aurifère de Baomahun, appelé à devenir la première grande mine d'or industrielle du pays. Ce financement complète l'investissement initial de 100 M USD, portant à 430 M USD l'appui total des institutions financières africaines, renforcé par des capitaux mobilisés via Trafigura. L'opération finalise le montage financier nécessaire au lancement de la construction des infrastructures clés et aux premières phases d'exploitation. Baomahun est présenté comme l'un des projets miniers les plus structurants du pays, il devrait soutenir jusqu'à 900 emplois directs et indirects et contribuer à environ 10 % du PIB national. FG Gold prévoit également de consacrer 1 % de ses revenus bruts à un fonds de développement communautaire, déjà actif dans l'éducation, la santé et les infrastructures locales.

Accord au niveau des services du FMI pour la 1^{ère} et 2^e revue du programme FEC

Le 26 novembre 2025, le FMI [a annoncé](#) un accord au niveau des services avec les autorités sierra-léonaises portant sur les 1^{ère} et 2^e revues du programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC). Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, la conclusion de la revue devrait permettre un décaissement d'environ 78,8 M USD. La 1^{ère} revue avait été retardée en raison de dépassements de dépenses, de la baisse des réserves et de retards dans les réformes. Selon les services du FMI, les autorités auraient depuis resserré la politique budgétaire, maintenu une orientation

monétaire prudente et avancé sur les réformes, même si les réserves de la Banque de Sierra Leone restent limitées, à 1,5 mois d'importations fin septembre. La croissance est projetée à 4,4 % en 2025 et l'inflation a reculé à 4,4 % en octobre. Les services du FMI soulignent toutefois la nécessité d'une mobilisation renforcée des recettes, d'une maîtrise des dépenses et de la reconstitution des réserves.

Togo

Le taux de croissance estimé à plus de 6 % en 2025 par les autorités

Le [bulletin trimestriel d'informations sur les performances économiques et financières du Togo](#), publié le 27 novembre dernier par le Ministère des Finances et du Budget, estime le taux de croissance économique du pays pour l'année 2025 entre 6,2 % et 6,3 %, contre 6,5 % en 2024. Le taux d'inflation, calculé sur la base des indices moyens des 12 derniers mois, s'est établi à 0,8 % en septembre 2025, contre 1,1 % en août. En outre, la dette publique est estimée par à 65 % du PIB à fin juin 2025. Selon le Conseil National du Crédit (CNC), le secteur financier maintient son dynamisme, avec une hausse de 22 % à fin juin 2025 du volume des nouveaux octrois de crédits bancaires, atteignant 543 Md FCFA (827,8 M EUR). Le nombre d'entreprises créées (11 069) est néanmoins en baisse de 7,6 % sur les 9 mois premiers mois de 2025 par rapport à la même période en 2024. Le bulletin met aussi l'accent sur la mise en place du guichet unique des formalités et de délivrance des documents du commerce international (Guford) au Port Autonome de Lomé, interconnecté avec le guichet unique du commerce extérieur (GUCE) et SYDONIA, qui devrait faciliter la délivrance de documents pour améliorer la compétitivité du Port.

Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2025 (1/2)

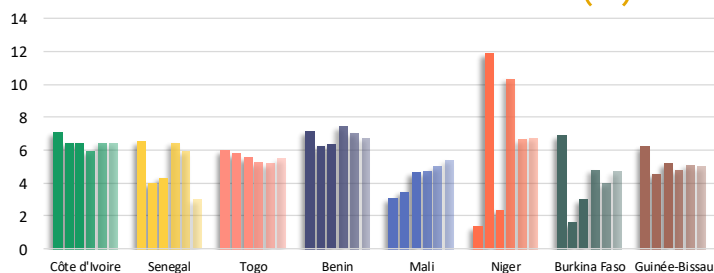
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	7,5 %	7,0 %	6,7 %	1 482	1 635	1 788	1,2 %	2,1 %	2,0 %	15,0 %	15,6 %	15,8 %
Burkina Faso	4,8 %	4,0 %	4,8 %	982	1 115	1 246	4,2 %	1,3 %	2,4 %	22,0 %	21,2 %	21,4 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,4 %	6,4 %	2 723	3 016	3 294	3,4 %	1,0 %	1,5 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,8 %	5,1 %	5,0 %	1 105	1 225	1 342	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,1 %	16,1 %	15,7 %
Mali	4,7 %	5,0 %	5,4 %	930	1 014	1 094	3,2 %	3,5 %	2,0 %	22,1 %	21,8 %	21,8 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	789	864	9,1 %	4,2 %	3,2 %	9,2 %	11,1 %	11,2 %
Sénégal	6,4 %	6,0 %	3,0 %	1 759	1 921	2 030	0,8 %	2,0 %	2,0 %	20,1 %	21,8 %	21,9 %
Togo	5,3 %	5,2 %	5,5 %	1 024	1 120	1 215	2,9 %	2,4 %	4,5 %	19,0 %	18,8 %	18,5 %
Cap Vert	7,2 %	5,2 %	4,8 %	5 329	5 671	6 069	1,0 %	1,5 %	2,0 %	25,0 %	26,5 %	25,1 %
Gambie	5,3 %	6,0 %	5,1 %	865	890	925	11,6 %	7,5 %	4,9 %	21,8 %	26,2 %	25,1 %
Guinée	6,1 %	7,2 %	10,5 %	1 572	1 741	1 909	4,7 %	3,1 %	3,0 %	15,6 %	17,2 %	16,9 %
Liberia	4,0 %	4,6 %	5,4 %	851	904	956	8,2 %	9,8 %	7,7 %	22,3 %	20,2 %	20,1 %
Mauritanie	6,3 %	4,0 %	4,3 %	2 430	2 582	2 717	2,5 %	2,5 %	3,6 %	22,2 %	24,9 %	24,5 %
Sierra Leone	4,4 %	4,4 %	4,9 %	902	980	1 033	28,4 %	9,4 %	10,5 %	11,1 %	10,5 %	12,0 %
Afrique Subsaharienne	4,1 %	4,1 %	4,4 %	1600	1690	1 790	20,3 %	13,1 %	10,9 %	18,1 %	18,4 %	18,2 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dettes publiques (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	35,1 %	33,8 %	34,5 %	-6,6 %	-5,5 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	53,4 %	50,7 %	49,6 %
Burkina Faso	21,9 %	17,5 %	18,8 %	-5,7 %	-1,6 %	-1,3 %	-5,8 %	-4,0 %	-3,5 %	57,2 %	53,2 %	51,7 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,1 %	30,2 %	-4,2 %	-2,1 %	-1,7 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	55,6 %	54,1 %
Guinée-Bissau	17,5 %	18,5 %	19,1 %	-8,2 %	-6,0 %	-5,3 %	-7,3 %	-3,3 %	-3,4 %	82,2 %	76,2 %	74,0 %
Mali	17,5 %	17,8 %	17,3 %	-4,6 %	-4,6 %	-2,6 %	-2,6 %	-3,4 %	-3,2 %	51,7 %	48,9 %	48,0 %
Niger	20,1 %	22,3 %	22,6 %	-6,0 %	-3,3 %	-5,2 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	42,2 %	41,4 %
Sénégal	37,9 %	31,0 %	27,3 %	-12,5 %	-8,0 %	-5,4 %	-13,4 %	-7,9 %	-5,0 %	128,4 %	122,9 %	124,3 %
Togo	26,8 %	25,6 %	24,2 %	-3,2 %	-1,8 %	-0,6 %	-7,4 %	-7,6 %	-3,0 %	72,1 %	71,9 %	70,6 %
Cap Vert	22,2 %	22,1 %	21,8 %	3,8 %	-0,9 %	-2,3 %	-1,1 %	-1,6 %	-0,9 %	111,2 %	106,0 %	101,0 %
Gambie	25,3 %	24,2 %	26,2 %	-6,7 %	-4,9 %	-4,6 %	-4,1 %	-1,0 %	-0,5 %	80,0 %	74,4 %	70,0 %
Guinée	15,3 %	15,1 %	15,1 %	-14,0 %	-9,7 %	-2,3 %	-5,0 %	-3,2 %	-3,0 %	48,8 %	42,2 %	38,1 %
Liberia	n.d.	n.d.	n.d.	-10,9 %	-13,1 %	-11,8 %	-2,0 %	-1,7 %	-2,4 %	57,2 %	55,7 %	54,2 %
Mauritanie	43,1 %	33,6 %	34,1 %	-9,4 %	-7,2 %	-7,1 %	-1,4 %	-0,5 %	-1,0 %	42,8 %	41,2 %	40,6 %
Sierra Leone	18,3 %	17,4 %	17,8 %	-3,8 %	-3,4 %	-2,0 %	-4,5 %	-4,5 %	-2,1 %	41,7 %	41,2 %	38,6 %
Afrique Subsaharienne	20,5 %	21,0 %	21,7 %	-1,5 %	-1,7 %	-1,8 %	-3,8 %	-3,8 %	-3,6 %	59,1 %	58,5 %	57,3 %

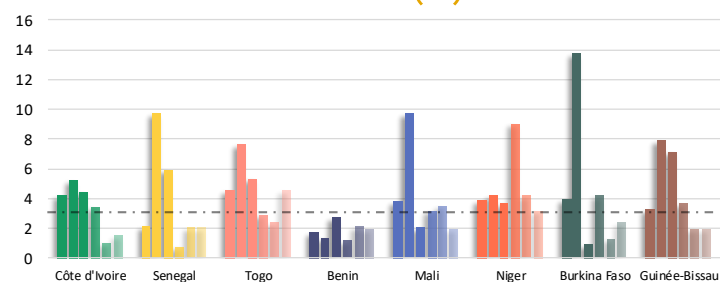


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2025 (2/2)

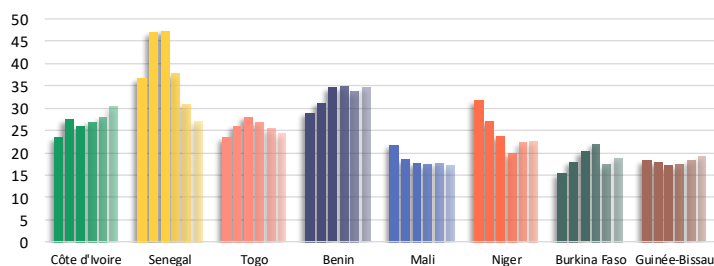
Croissance du PIB réel (%)



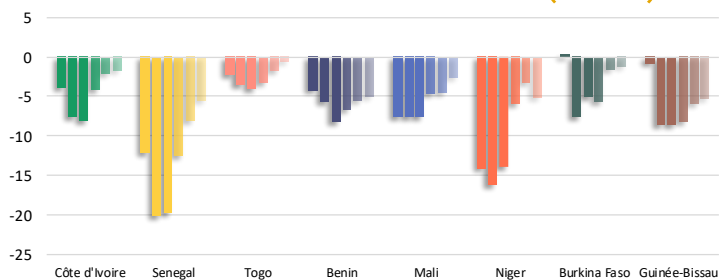
Inflation (%)



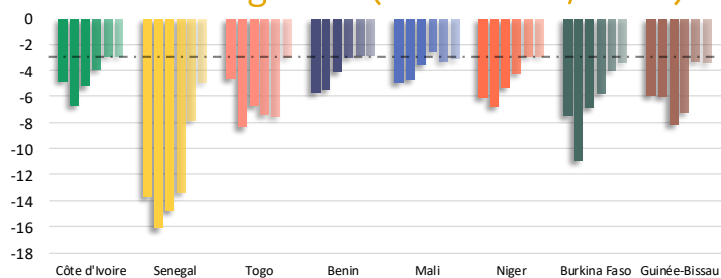
Investissements publics (% PIB)



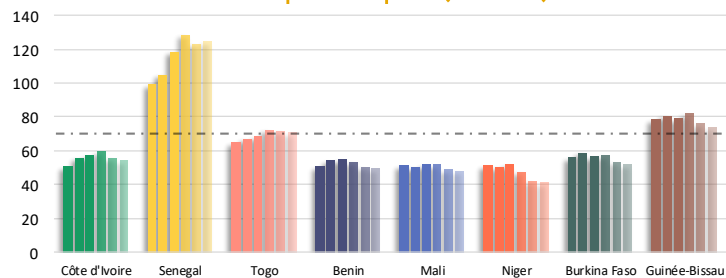
Solde de la balance courante (% PIB)



Solde budgétaire (dons inclus, % PIB)



Dettes publiques (% PIB)



■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 ■ 2026 - - - - - Seuil régional (quand existant)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtrésor.gouv.fr & suivez notre page [Linkedln](https://www.linkedin.com/company/dgtrésor)